

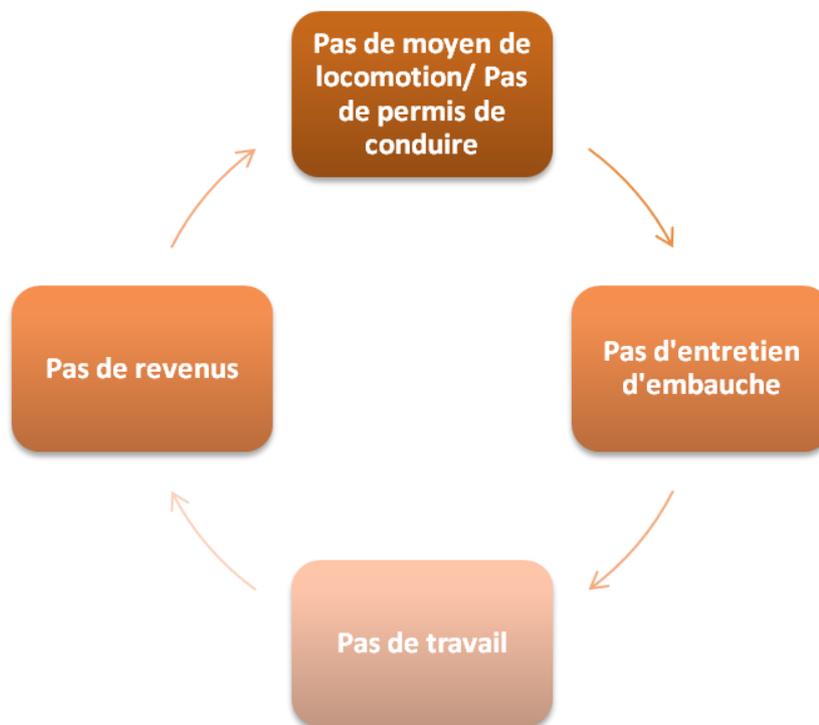


« La fracture mobilité » un enjeu majeur pour l'accès aux droits

Cette année la campagne annuelle de Caritas Alsace met l'accent sur **un facteur de précarité majeur**, la fracture mobilité.

Le nombre de demandes d'aides à la mobilité (achat de véhicule, de carburant, obtention de permis de conduire...) a considérablement augmenté ces dernières années : **10 % des personnes rencontrées par Caritas Alsace expriment un besoin d'aide à la mobilité en 2014. Elles n'étaient que 5 % en 2011.**

Comment la mobilité devient-elle un problème ?



Une enquête a été réalisée par le Secours Catholique-Caritas auprès de 4 355 personnes dont 46 % de « personnes témoin » (salariés, bénévoles) et 54 % de personnes en situation de précarité, en distinguant au sein de ces deux groupes les personnes de plus de 60 ans.

Des déplacements contraints

Cette enquête révèle qu'à l'âge actif, **73 % des personnes en situation de précarité se sentent contraintes dans leurs déplacements, contre 43 % des « personnes témoin »**. Les personnes de plus de 60 ans, se sentent globalement moins contraintes que les personnes actives, mais avec toujours une différence marquée entre les personnes en précarité (57 %) et celles « témoins » (33 %).

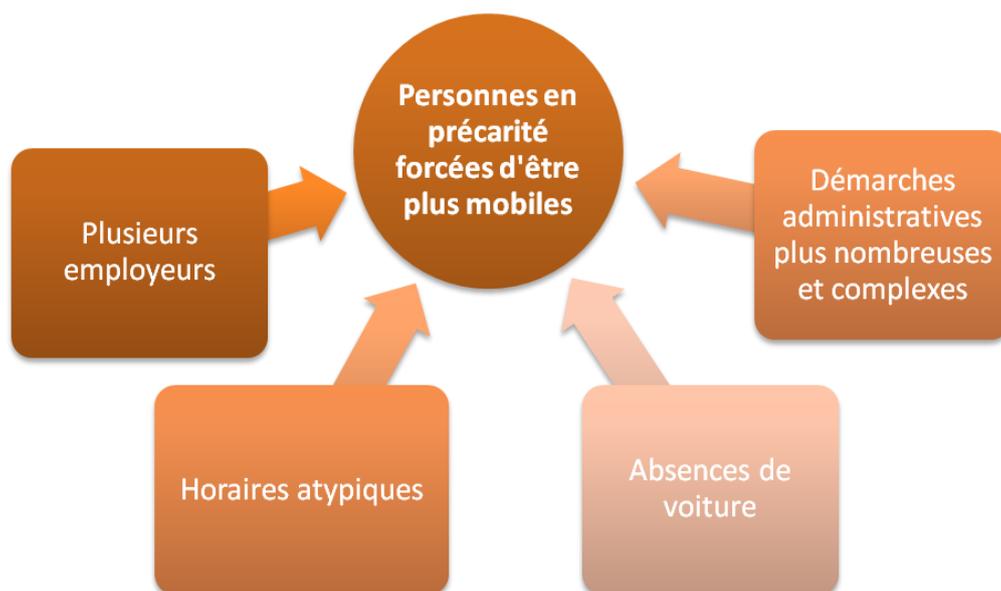
Plusieurs raisons sont évoquées à la difficulté de déplacements :

- La coût de la voiture : *le seuil de revenu pour pouvoir en acheter une est de 1 000 €.*
- Le coût du permis de conduire
- Le coût des transports collectifs : *pas toujours des tarifs réduits.*
- L'éloignement géographique et l'insuffisance des dessertes en transports en commun dans certains territoires.
- Une difficulté pour se repérer dans les transports en commun pour 40 % des personnes : *problème de lecture, compréhension, accès aux informations via internet...*
- Les problèmes de santé, notamment pour les personnes âgées de 60 ans et plus : *fatigue, problèmes cardiaques, arthrose, déambulateur rendent les transports en commun peu accessibles.*

Toutes ces difficultés affectent la vie quotidienne et l'accès des personnes aux droits fondamentaux

- Isolement : *77,5 % des inactifs limitent leurs déplacements, et se retrouvent souvent très seuls*
- Manque de vie sociale
- Organisation des courses : *Les centres commerciaux se trouvent en périphérie des villes et les petits commerces de proximité disparaissent.*
- Les démarches administratives, et de recherche emploi
- L'accès aux soins : *rendez-vous médicaux...*
- La difficulté de poursuivre les études pour les plus jeunes

Les personnes en précarité actives sont souvent forcées à être très mobiles de par la nature de leur travail : elles ont souvent plusieurs employeurs, des horaires atypiques (décalés en soirée, le matin très tôt ou le weekend), pas de véhicule personnel, des démarches administratives complexes.



Ces efforts sont d'autant plus remarquables que le gain entre travailler et ne pas travailler est souvent dérisoire. Les revenus médians des actifs et des inactifs parmi les personnes en précarité sont en effet à peine différents : 809 € pour les actifs, 782 € pour les inactifs.

Les propositions des équipes de Caritas Alsace

Pour répondre aux problèmes de mobilité, elles mettent en place divers solutions :

- **Aide aux financements des transports publics** : abonnement Badgéo à Strasbourg (pour des familles au quotient familial bas), carnets de tickets régionaux SNCF (les personnes ne paient que 20 %)
- **Financement ponctuel de tickets de train** pour débloquer une situation, **paiement d'A/R à Paris pour se rendre à l'OFPPRA** (en bus ou cofinancement avec d'autres associations)
- **Paiement de vélos récupérés à Emmaüs**
- **Paiement de carte grise**
- **Aides financières** ou accès au microcrédit **pour réparer ou acheter un véhicule, l'assurer**
- **Aide pour passer le permis de conduire**
- **Bons d'essence**, partenariat avec des stations-services
- **Prêt de véhicule** : Une convention pour un « partenariat » d'un an est signé entre le bénéficiaire et Caritas Alsace. Caritas achète une voiture d'occasion, finance les réparations et l'assurance. Elle est alors mise à disposition de bénéficiaire pour une durée maximale d'un an. Celui-ci s'engage à n'utiliser la voiture que pour chercher du travail et s'y rendre, faire des courses ou aller chez le médecin. Un bénévole assure un soutien tous les deux mois.
- **Covoiturage et transport par des bénévoles** de personnes devant se rendre à des rendez-vous médicaux, administratifs, d'embauche ...

Les propositions du Secours Catholique-Caritas France

Permettre une mobilité autonome :

- Développer l'accès aux transports en commun pour tous.
- Favoriser un meilleur accès au permis de conduire : réduire les coûts, le temps d'acquisition et proposer des aides financières adaptées, particulièrement aux jeunes.

Informier et accompagner les personnes :

- Développer une information accessible sur les déplacements et les réductions.

Réduire les contraintes de déplacement :

- Multiplier les maisons des droits dans les zones peu peuplées et les dispositifs tels les « boucliers ruraux » qui visent à maintenir des services de proximité.